

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 15/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MAICHE GRANULATS INERTES (MGI)**

2 route des fournets  
25500 Les Fins

Références : UID257090/SPR/YR/SB 2024 - 0415E  
Code AIOT : 0005901558

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement MAICHE GRANULATS INERTES (MGI) implanté Lieu-dit "La combe Missey" 25120 Maîche. L'inspection a été annoncée le 20/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAICHE GRANULATS INERTES (MGI)
- Lieu-dit "La combe Missey" 25120 Maîche
- Code AIOT : 0005901558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Maiche n'est plus autorisée à extraire des matériaux suite au glissement de terrain ayant eu lieu en 2015.

Il n'est plus autorisé sur le site qu'une activité de stockage de matériaux inertes pour la mise en sécurité des fronts de la carrière.

## Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
10	Document d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 21,2	Demande d'action corrective	1 mois
11	Registre d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 21,3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume des activités	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 4	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 7,2 ; 7,3 ; 7,4	Sans objet
3	Caractéristique des remblais	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 8,2	Sans objet
4	Plan de remblaiement	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 8,3	Sans objet
5	Plans	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 14	Sans objet
7	Sécurité aux abords de la zone de glissement	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 19	Sans objet
8	Surveillance de la stabilité	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 20	Sans objet
9	Déchets autorisés	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 21,1	Sans objet
12	Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 21,4	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de l'inspection, il a été constaté quelques non-conformités concernant la surveillance des retombées de poussières, le document d'acceptation préalable des déchets qui doit être utilisé et le registre d'admission des déchets.

Le plan d'exploitation de la carrière et le suivi de la surveillance de la stabilité doivent également être améliorés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Volume des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Période de fonctionnement – Volume des activités du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute activité extractive est interdite. Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7h à 20h et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés. Les déchets inertes extérieurs nécessaires à la mise en sécurité des fronts de la carrière sont autorisés à hauteur d'un volume maximum de 225 941 m <sup>3</sup> . Ce volume est accepté dans la carrière en 3 tranches successives correspondant aux périodes retenues pour l'établissement des garanties financières et dans le respect des tonnages maximum annuels suivant : 40 000 Tonnes (20 000 m <sup>3</sup> sur la base d'une densité des déchets inertes de 2). Le tonnage annuel peut exceptionnellement atteindre 80 000 tonnes.
<b>Constats :</b> Pour rappel, la carrière a fait l'objet d'un glissement de terrain en avril 2015.  Plus aucune activité d'extraction n'est réalisée sur le site.  Une activité de remblaiement de la carrière avec des apports de matériaux inertes est réalisée pour la mise en sécurité des fronts suite au glissement de terrain.  Une activité de transit de matériaux provenant d'autres carrières est réalisée sur le site.  L'exploitant déclare annuellement, sur l'application GERE, la quantité de matériaux inertes apportée sur le site. Le jour de l'inspection la déclaration pour l'année 2023 n'étant pas encore réalisée. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il aurait dû réaliser cette déclaration pour l'année 2023 avant le 31 mars 2024.  La quantité de déchets inertes apportée est inférieure au tonnage annuel autorisé de 40 000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 7,2 ; 7,3 ; 7,4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.2 - Montant des garanties financières Le montant de référence des garanties financières devant être constitué dans ce cadre doit être au moins égal à : [...] - pour la période quinquennale (2024 - 2028) de remblaiement : 184 368 € TTC, [...]  Article 7.3 - Renouvellement des garanties financières L'exploitant doit adresser au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties

financières six mois avant leur échéance un nouveau document dans les formes prévues par l'annexe 4 du présent arrêté.

#### Article 7.4 - Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières prévu à l'article 7.2 est actualisé, compte tenu de l'évolution de l'indice T.P. 01 base 10.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice T.P. 01 base 10 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

#### Constats :

Un acte de cautionnement de BPI France montre la constitution de garanties financières pour un montant de 250 776 Euros. La caution prend effet le 19 novembre 2023 et se termine le 19 novembre 2028.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Caractéristique des remblais

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 8,2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Caractéristique des remblais

#### Prescription contrôlée :

Tous les remblais respectent les dispositions techniques suivantes :

Géométrie

Conformément à l'illustration du présent article :

- une tête de remblai d'une largeur minimale de 3 mètres est mise en place au sommet des remblais,
- des redans d'une largeur minimale de 3 mètres sont mis en place tous les 15 mètres sur les pentes des remblais.

Drainage

- une cunette de tête est installée au sommet des remblais pour la récupération des eaux de ruissellement,
- des fossés sont systématiquement mis en place sur les redans,
- des drains couverts par un géotextile sont mis en place au contact remblais/massif rocheux et sont reliés à un exutoire pour l'évacuation des eaux du site. Ces drains sont positionnés au niveau en pied des fronts de taille et au niveau de chaque rupture de pente conformément à l'illustration du présent article,
- des tranchées drainantes sont mises en place en face des zones humides et des zones de suintement :

[cf schéma]

#### Constats :

Le phasage de remblaiement est encore dans sa première phase dans la partie Sud-Ouest de la carrière. Les remblais n'ont pas encore atteint le second front de taille. L'exploitant a indiqué que les remblais respecteront le profil prévu par l'arrêté d'autorisation.

Des drains ont été mis en place au pied du front de taille le plus bas.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Plan de remblaiement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 8,3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de remblaiement
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>PHASE 1 (2019-2023)</b> Le remblaiement débute contre le front de taille Sud-Ouest de la carrière concerné par la coupe AA' présenté en annexe 2, à proximité des matériaux déjà éboulés. La mise en place de matériaux commence en pied de gradin de façon à jouer un rôle de butée. Puis, elle se fera sur toute la hauteur des gradins en respectant les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la pente de ce remblai est inférieure à 32 degrés,</li><li>• la limite supérieure du remblai pour ce secteur est comprise entre 890 mètres NGF et 898 mètres NGF conformément au plan présenté en annexe 2</li></ul> Une fois le front de taille sécurisé, des matériaux seront déposés dans la pâture située sur la partie de parcelle cadastrée 21 feuille D dans le cadre de la restitution de celle-ci à l'état d'origine. La clôture de séparation entre la carrière et cette pâture sera repositionnée à l'intérieur du périmètre autorisée. En fin de phase, une partie du remblaiement au niveau du front de taille Nord-Ouest est réalisée selon les prescriptions suivantes mentionnées en phase 2 concernant l'ensemble du front Nord-Ouest.  <b>PHASE 2 (2024-2028)</b> Le remblaiement est réalisé sur l'ensemble du linéaire du front de taille Nord-Ouest (coupe DD' de l'annexe 2) en respectant les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la pente de ce remblai est inférieure à 27 degrés,</li><li>• la limite supérieure du remblai pour ce secteur est comprise entre 888 mètres NGF et 890 mètres NGF conformément au plan présenté en annexe 2.</li></ul> En fin de phase, débute la mise en sécurité par remblaiement des 2 fronts de taille suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Front de taille concerné par la coupe BB' de l'annexe 2 en respectant les dispositions suivantes :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ la pente de ce remblai est inférieure à 27 degrés,</li><li>◦ la limite supérieure du remblai pour ce secteur est comprise entre 860 mètres NGF et 875 mètres NGF conformément au plan présenté en annexe 2</li></ul></li><li>• Front de taille concerné par la coupe CC' de l'annexe 2 en respectant les dispositions suivantes :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ la pente de ce remblai est inférieure à 27 degrés,</li><li>◦ la limite supérieure du remblai pour ce secteur est comprise entre 845 mètres NGF et 850 mètres NGF conformément au plan présenté en annexe 2</li></ul></li></ul> <b>PHASE 3 (2029-2030)</b> Au cours des 2 dernières années le remblaiement du front de taille CC' se poursuit selon les dispositions prescrites précédemment. Les gradins situés en partie centrale du site concernés par la coupe EE' de l'annexe 2 sont remblayés en respectant les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la pente de ce remblai est inférieure à 32 degrés,</li><li>• la limite supérieure du remblai pour ce secteur est au niveau 850 mètres NGF conformément au plan présenté en annexe 2.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le phasage de remblaiement est en retard par rapport au phasage initialement prévu. La quantité de déchets inertes apportés sur le site n'est pas aussi importante que celle autorisée.

Le remblaiement est toujours dans la phase 1. D'après le plan d'exploitation la cote maximale du remblaiement est actuellement de 873 m.
La pâture située au-dessus de la zone d'éboulement n'a pas encore été reconstituée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie ; sur ce plan sont répertoriés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- la position de la barrière et de la clôture.</li> </ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière, celui-ci a été mis à jour le 29 janvier 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant pour la prochaine mise à jour du plan d'exploitation de mieux faire apparaître la zone de remblaiement et son avancement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Surveillance des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place, en limite de propriété, d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles).</p> <p>Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site.</p> <p>Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond "), est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées, suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des</p>

<p>plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008).</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété, liés à la contribution de l'installation, ne dépassent pas 200 mg/ m<sup>2</sup>/ jour (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser une mesure annuelle des retombées de poussières, la dernière mesure a été réalisée en juin 2023 par Sciences Environnement.</p> <p>Les mesures sont été réalisées sur 4 points, deux points en limite du site au Nord-Est et au Sud-Ouest, un point au niveau des habitations les plus proches au Nord-Est et un point témoin.</p> <p><b>Non-conformité:</b> l'analyse des mesures montre un dépassement du seuil de 200 mg/m<sup>2</sup>/jour avec une retombée de poussière de 369 mg/m<sup>2</sup>/jour pour la mesure réalisée en limite Nord-Est du site. Le rapport d'analyse indique que ce point de mesure est situé sous une couverture végétale et que des débris de végétaux ont été observés aux abords de la jauge.</p> <p>Le rapport d'analyse indique également que la jauge située à proximité des habitations a été dégradée. Aucune mesure n'a ainsi pu être réalisée à partir de cette jauge.</p> <p>Les retombées de poussières mesurées en 2023 sont plus élevées que celles mesurées en 2022. La retombée de poussière maximale mesurée en 2022 était de 57 mg/m<sup>2</sup>/jour pour le point situé en limite Nord-Est.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la mesure de 2023 a été réalisée en condition normale d'activité.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer du respect du seuil de 200 mg/m<sup>2</sup>/jour en limite de propriété.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Sécurité aux abords de la zone de glissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité aux abords de la zone de glissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour garantir la sécurité du personnel de la carrière, l'exploitant doit mettre en place des dispositifs d'interdiction d'accès à la partie basse de la zone d'éboulis. Ces dispositifs ne doivent pas entraver la libre circulation des eaux en partie basse de la zone d'éboulis.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que la partie basse de la zone d'éboulis n'était pas accessible. Il n'a pas été constaté d'accumulation d'eau dans la partie basse de la zone d'éboulis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Surveillance de la stabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de la stabilité



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un suivi, altimétrique et planimétrique, du site, est réalisé tous les 2 ans, par un bureau d'étude compétent dans le but de repérer l'apparition ou la propagation de fractures et d'éventuels affaissements pendant la durée de l'autorisation d'exploiter. Les résultats de ces suivis sont adressés systématiquement à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un document intitulé «visualisation des variations période du 20/12/22 au 24/01/24» établi par la société Sopreco.</p> <p>Le document indique la présence de 8 points d'attention au niveau des fronts de taille. Ces points d'attention font état de petites zones avec des chutes de pierre, des zones de ravinement, des zones d'érosion.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le suivi de l'analyse des fronts serait réalisé annuellement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le document du suivi altimétrique et planimétrique doit permettre de mieux suivre et visualiser les évolutions altimétriques de la carrière, il doit également conclure sur les risques d'affaissements.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Déchets autorisés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 21,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Seuls les déchets suivants seront acceptés sur le site :Les matériaux interdits sont : [cf tableau]</p> <p>Les matériaux interdits sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les déchets de matériaux à base de fibre de verre,</li> <li>• les mélanges bitumineux de toutes sortes,</li> <li>• ceux visés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes ainsi que les matériaux non inertes et en particulier les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc.) ainsi que les produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit.</li> </ul> <p>La liste des déchets inertes admissibles est affichée à l'accueil du site. Une benne pour la récupération des refus est à mettre en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après le registre de suivi des déchets seuls des déchets de type terres et cailloux entrent sur le site. Il n'a pas été constaté de déchets interdits dans la zone de stockage.</p> <p>Les matériaux proviennent de chantiers de terrassement réalisés à proximité de la carrière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Document d'acceptation préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 21,2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Il remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets (libellé et code à six chiffres, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 dans sa version issue de la Décision n° 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014). Ce bordereau de suivi indique la date, la provenance (nom du chantier), la quantité des matériaux, l'identification du véhicule et du transporteur et doit attester de la conformité des matériaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le modèle de document d'acceptation préalable qu'il a établi, cependant ce document n'est pas encore utilisé pour les matériaux arrivant sur la carrière.
<b>Non-conformité :</b> Un document d'acceptation préalable doit être établi avant l'arrivée de chaque déchet sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Registre d'admission des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 21,3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents du producteur. Ces documents doivent être archivés. L'exploitant tient un registre d'admission sur lequel seront répertoriés : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de réception,</li><li>• la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets,</li><li>• l'origine et la nature des déchets,</li><li>• la quantité de déchet,</li><li>• le moyen de transport utilisé,</li><li>• le résultat du contrôle visuel et la vérification des documents d'accompagnements,</li><li>• le devenir du déchet (recyclage ou remblaiement).</li></ul> Le registre est conservé pendant au moins trois ans. Il est accompagné d'un plan d'exploitation permettant de localiser les zones de remblais. En cas de refus, l'exploitant communique à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, au plus tard 48 heures après le refus : <ul style="list-style-type: none"><li>• les caractéristiques et les quantités de déchets refusés,</li><li>• l'origine des déchets,</li><li>• le motif de refus d'admission,</li><li>• le nom et les coordonnées du producteur de déchets et, le cas échéant, son numéro de SIRET,</li><li>• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant nous a présenté le registre de suivi des déchets inertes apportés sur le site.

<b>Non-conformité :</b> le registre doit être complété avec le code des déchets conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/09/2020, article 21,4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le chargement du camion doit être examiné visuellement avant déchargement,</li> <li>• les matériaux doivent être préalablement réceptionnés et déchargés en un cordon sur l'aire de transit afin d'en vérifier le contenu visuellement et olfactivement. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante,</li> <li>• les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié,</li> <li>• les chargements conformes sont mis en remblai pour un stockage définitif,</li> <li>• le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi que les raisons du refus.</li> </ul> <p>Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À l'arrivée sur site, les déchets inertes font l'objet d'un contrôle visuel, puis sont acheminés vers la zone de stockage dans la partie sud-ouest de la carrière et sont déchargés sur une zone provisoire. Les déchets sont ensuite poussés vers leur zone de stockage définitive.</p> <p>Les déchets inertes pouvant être recyclés, sont stockés à part, à proximité de l'entrée de la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite